## COMMISSION POUR LA LIBERATION DE LA CROISSANCE FRANÇAISE

## Suivi de la mise en œuvre

## Le Gouvernement et le Parlement s'emparent progressivement du rapport :

- 1. Un projet de loi de modernisation de l'économie doit être dévoilé fin avril par la Ministre de l'Economie, Christine Lagarde. Nous savons déjà qu'il reprendra de nombreux éléments du rapport (pratiquement une centaine de décisions). Parmi ceux-ci : la réduction des délais de paiement pour les PME, la généralisation du Très Haut Débit en France, ou encore la révision des règles de la distribution.
- 2. Un projet de loi de modernisation du marché du travail doit être dévoilé fin mars par le Ministre du Travail, Xavier Bertrand. Il doit mettre en place la rupture du contrat à l'amiable. D'autres réformes sont prévues pour 2008 sur la représentativité des syndicats, les règles de départ à la retraite ou encore la rémunération des chercheurs d'emploi.
- 3. Le Ministre de l'Education, Xavier Darcos, a annoncé de nouveaux programmes scolaires pour la rentrée 2008 : l'anglais devrait être enseigné dès le CP, l'informatique dès le CE2.
- 4. La Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, a lancé le plan « Opération Campus », qui vise à faire émerger à partir de 2009 10 grands pôles universitaires en France. Dans le même temps a été lancé le plan « Réussir en Licence », qui doit renforcer l'accompagnement et l'orientation des étudiants. Enfin, une réforme de la recherche publique est en cours.
- 5. Une Révision Générale des Prélèvements Obligatoires doit commencer fin mars. Menée sous l'égide du Ministère de l'Economie, elle doit remettre à plat la fiscalité française et l'amener vers plus de compétitivité et de lisibilité.
- 6. Fadela Amara, Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville, a présenté début février le plan « Espoir Banlieues ». Celui-ci vise notamment à généraliser les écoles de la deuxième chance (décision 132), à favoriser l'entrepreneuriat dans les quartiers (décisions 155 et 156), ou encore à faciliter l'accès au logement (décisions 175, 184, 185 et 186).